

CENTRE DE RECHERCHE POLITIQUE D'ABIDJAN (CRPA)



**FRAGILISATION DU TISSU SOCIAL ET DYNAMIQUES
DE (RE) CONSTRUCTION NATIONALE EN
CÔTE D'IVOIRE**

EDUCATION CIVIQUE ET POLITIQUE

Décembre 2023

**FRAGILISATION DU TISSU SOCIAL ET
DYNAMIQUES DE (RE)CONSTRUCTION
NATIONALE EN CÔTE D'IVOIRE**

FLAN Moquet César

ADAMOU Yao Adjoumani Timothé

Un projet financé par National Endowment for Democracy (NED)

Le contenu de ce document n'engage en rien la Fondation National Endowment for Democracy (NED) ni toute autre organisation associée au projet. Il s'agit d'une publication indépendante s'inscrivant dans le cadre des activités du CRPA. Ce document est le résultat d'une initiative citoyenne financée par NED.

Les auteurs

FLAN Moquet César, directeur du CRPA

ADAMOU Yao Adjoumani Timothé, chercheur au CRPA

Comment citer ce document ?

Centre de Recherche Politique d'Abidjan (CRPA). FLAN, Moquet César/
ADAMOU, Yao Adjoumani Timothé : Fragilisation du tissu social et dynamiques
de (re)construction nationale, Abidjan, 2023

REMERCIEMENTS

Le Centre de Recherche Politique d'Abidjan (CRPA) tient à exprimer sa profonde gratitude à son partenaire, la Fondation américaine *National Endowment for Democracy*, pour la subvention octroyée nécessaire à la réalisation de ce projet intitulé « *Initiative Citoyenne pour la Construction de la Nation ivoirienne - I2CN* ». Le présent document « *Fragilisation du tissu social et dynamiques de (re)construction nationale en Côte d'Ivoire* » marque la fin de la première étape dudit projet.

L'équipe du CRPA exprime également sa reconnaissance à toutes les autorités administratives, politiques, religieuses et coutumières des localités visitées (Abengourou, Abidjan, Gagnoa, Korhogo, Man, Séguéla et Yamoussoukro) pour l'intérêt accordé à ses activités. Leur adhésion et soutien n'ont fait défaut à aucun moment. Toutes nos activités se sont déroulées dans d'excellentes conditions.

Les remerciements du CRPA vont aussi à l'endroit de toutes les participantes et participants aux activités du projet *I2CN* dans les zones visitées. Ce sont, en général, les représentantes et représentants des associations et communautés religieuses et traditionnelles, les responsables locaux de partis politiques, les membres des ONGs, les membres d'associations estudiantines et scolaires, les membres des associations de jeunesse communales.

Profonde gratitude aux points focaux et relais communautaires qui ont contribué à la mobilisation et à la réalisation de ce programme en vue de consolider la Nation ivoirienne.

AVANT-PROPOS

Le Centre de Recherche Politique d'Abidjan (CRPA) est une association scientifique indépendante, à but non lucratif créé en 2014. Spécialisé dans la recherche et l'action pour la paix, le CRPA entend contribuer à la stabilité et à la durabilité des institutions en Côte d'Ivoire et en Afrique. La promotion de la démocratie, la sécurité et la prévention des conflits ainsi que la cohésion sociale constituent ses priorités. Le CRPA dispose d'un pool composé d'une dizaine de chercheurs et d'une équipe dédiée aux projets de formation et de sensibilisation.

Dans le cadre d'un partenariat, le CRPA a bénéficié de l'appui financier de **National Endowment for Democracy** pour la réalisation du projet «**Initiative Citoyenne pour la Construction de la Nation ivoirienne — I2CN**». L'objectif du projet est de renforcer les capacités de multiples acteurs (ONG, Partis politiques, communautés coutumières et religieuses et entités décentralisées) sur la construction nationale à travers des séminaires de formation et à susciter le débat sur les enjeux de la *nation building* dans le cadre des panels.

L'étude «**Fragilisation du tissu social et dynamiques de (re) construction nationale en Côte d'Ivoire**» est le fruit de plusieurs discussions menées avec divers acteurs étant intervenus dans l'exécution du projet I2CN. De l'expérience dudit projet et surtout de l'analyse des données qualitatives recueillies, il ressort que la nation ivoirienne a fait l'objet d'une lutte. D'où l'appropriation des éléments identitaires a donné lieu à une tradition de violence notamment en période électorale ; ce qui a aggravé la fragilisation du tissu social. Face aux chocs que subit la nation ivoirienne, de nombreux efforts sont consentis par l'État et ses partenaires basés sur des approches du vivre-ensemble. Malheureusement, les initiatives visant à recréer le sentiment national se heurtent à d'importants obstacles qui complexifient le processus de construction d'une nation durable en Côte d'Ivoire.

Pour renforcer le sentiment national en Côte d'Ivoire, la présente étude propose quelques propositions-recommandations basées sur le modèle de la gouvernance démocratique afin d'orienter les acteurs sociaux et politiques, nationaux et internationaux, investis dans le projet de construction nationale en Côte d'Ivoire.

L'étude n'a pas la prétention d'épuiser la problématique de la construction nationale en Côte d'Ivoire. Elle reste une contribution à l'appropriation du concept de construction nationale par tous les acteurs pour optimiser les chances de réussite de la pacification et la stabilisation de l'État et de la Société en Côte d'Ivoire.

RESUMÉ EXÉCUTIF

Depuis les années 1990, la succession de crises sociopolitiques a durement éprouvé le processus de construction nationale en Côte d'Ivoire. Alors que le pays a connu un tournant majeur avec le retour de la stabilité en 2011, la reprise de la violence politique à relent intercommunautaire durant les échéances électorales montre à quel point l'identité nationale est en crise. C'est en partant de ce constat que ce rapport aborde l'urgence de renforcer la nation ivoirienne. Il vise à attirer l'attention de l'ensemble des acteurs sociaux et politiques sur la nécessité de faire converger leurs efforts pour bâtir une nation forte capable de résister aux intempéries. L'étude s'inscrit dans une perspective de sociologie historique de la culture nationale qui consiste à analyser les perceptions et les pratiques autour du processus d'édification de la nation sur une longue durée afin d'en relever les succès et les défis. La méthodologie a essentiellement consisté à passer en revue la littérature scientifique disponible sur la problématique de la construction nationale avec un focus sur le cas ivoirien d'une part, et d'autre part, à tenir des consultations publiques pendant les séminaires de formation et les panels organisés dans le cadre de la mise en œuvre du Projet I2CN-CI, projet subventionné par National Endowment for Democracy (NED). L'analyse des données révèle des usages différenciés de la nation par des acteurs qui se concurrencent en contexte de crises multiples, marquant ainsi la complexité du processus de construction d'une nation durable. Pour renforcer le sentiment national en Côte d'Ivoire, le rapport propose quelques pistes de solutions basées sur le modèle de la gouvernance démocratique.

Mots clés : Nation, crise de l'identité nationale, (re) construction nationale, parties prenantes, gouvernance démocratique, I2CN-CI

LISTE DES ACRONYMES, SIGLES & ABRÉVIATIONS

CCAP	Contrôle Citoyen de l'Action Publique
CDVR	Commission Dialogue Vérité et Réconciliation
CEI	Commission électorale indépendante
CNRCT	Chambre Nationale des Rois et Chefs Traditionnels
CNE	Commission Nationale d'Enquête
CONARIV	Commission Nationale pour la Réconciliation et l'Indemnisation des Victimes
CPI	Cour Pénale Internationale
CRPA	Centre de Recherche Politique d'Abidjan
CSE	Cellule Spéciale d'Enquête
FCR	Forum des Confessions Religieuses
I2CN-CI	Initiative Citoyenne pour la Construction nationale en Côte d'Ivoire
KAS	Konrad-Adenauer-Stiftung
NED	National Endowment for Democracy
PND	Plan National de Développement
TM	Tribunal Militaire

TABLE DES ENCADRÉS ET FIGURES

Encadré 1 : Processus de justice transitionnelle en Côte d’Ivoire	14
Figure 1 : Bilan de la consolidation de la paix en Côte d’Ivoire	20
Figure 2 : Défis contemporains de la construction nationale.....	21
Figure 3 : Tableau indicatif des facteurs de risques socio-sécuritaires.....	24
Figure 4 : Représentation des relations de confiance entre populations et pouvoirs publics.....	28
Figure 5 : Cartographie des acteurs de la construction nationale	29
Figure 6 : Tableau récapitulatif de la participation citoyenne	31
Figure 7 : Utilité du renforcement du système de la représentativité	32

SOMMAIRE

INTRODUCTION	1
PANNE DE L'ÉTAT-NATION EN CÔTE D'IVOIRE : DE LA FORMATION À LA CRISE DU SENTIMENT NATIONAL	7
RECONSTRUCTION POST-CRISE DE LA NATION EN CÔTE D'IVOIRE	14
REPENSER LA CONSTRUCTION DE LA NATION PAR LA GOUVERNANCE DÉMOCRATIQUE EN CÔTE D'IVOIRE	27
CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	36

INTRODUCTION

1. Contexte

La question de la construction nationale est au centre des préoccupations des pays africains. Cette question n'est pas spécifique à l'Afrique. Mais, la situation du continent témoigne des difficultés que rencontrent les pays africains à construire des nations fortes. En effet, la situation sociopolitique dans ces pays est marquée par la fragilité des institutions et la désagrégation de la société en contexte de guerres et conflits récurrents.

De nombreux pays africains ont bénéficié de programmes de reconstruction nationale post-guerre. Ces programmes impulsés par les institutions internationales ont contribué à la stabilisation des États bénéficiaires à un moment donné. Cependant, dans ces mêmes pays, les défis liés à l'édification de la nation sont persistants. La Côte d'Ivoire, comme la plupart des États africains, est confrontée à ces défis.

L'actualité de ce pays montre une recrudescence des tensions, notamment aux abords des élections, sur fond de clivages politiques et ethniques. De même, les conflits intermittents entre les différentes communautés interpellent sur l'impératif de la nation qui demeure une quête partagée. Les crises successives qu'a connues ce pays depuis la disparition de son premier Président Félix Houphouët-Boigny, homme réputé de paix, ont durement éprouvé la construction et la prospérité de la nation.

Mais alors que le pays amorce son développement économique après plus d'une décennie de crise sociopolitique, la fragilité persistante du tissu social peut saccager tous les efforts consentis par les autorités ivoiriennes et, comme telle, constitue un défi réel à relever. Ainsi, face à l'urgence de la construction nationale en Côte d'Ivoire, le CRPA a initié, avec l'appui financier de son partenaire, NED, un vaste programme dénommé « Initiative Citoyenne pour la Construction de la Nation en Côte d'Ivoire, I2CN-CI » à l'effet de contribuer aux efforts des acteurs politiques

et sociaux visant à bâtir une nation ivoirienne forte. Le présent rapport en est le fruit.

2. Problématique

La nation peut être définie comme une communauté d'appartenance soudée par une histoire commune et rassemblée par des liens affectifs et un destin commun. Dans les pays démocratiques, la nation est considérée comme la source de la souveraineté politique, unissant des « citoyens » dans un corps politique unifié d'où prend forme la volonté démocratique. Plusieurs facteurs concourent à l'unité nationale. Le philosophe Baudin en a mentionné sept (7) principalement¹. Ce sont : la race, la langue, le sol, la culture (ethnie, religion, civilisation), le bien commun, l'État et la conscience national-socialisme.

L'unité nationale repose sur la conscience d'une identité commune. L'identité est un thème omniprésent aujourd'hui et occupe une place importante dans les médias et les débats publics. Qu'elle soit identité individuelle ou collective, cette notion sert à désigner « *l'image que nous nous faisons de spécifique, voire d'individuel (la carte d'identité), et dans ce que nous avons de commun (l'identité nationale), ainsi que l'image que nous nous faisons des autres, ce en quoi ils sont différents de nous* ² ». La construction nationale mobilise les éléments d'identité. La littérature évoque généralement deux modèles de création d'une nation. D'une part, le modèle de *la nation avant l'État* dont le cas allemand est le prototype, et de l'autre, le modèle inverse, c'est-à-dire *l'État avant la nation*, comme c'est le cas pour la France.

En Afrique, la nation s'inscrit dans le sillage de l'État postcolonial. L'expérience africaine de la fabrique de la nation intervient au lendemain des indépendances où la question du désir de nation fait corps avec le processus de formation de l'État

¹ BAUDIN, E., *La nation, ses caractères*, extrait de « cours de philosophie morale », Paris, 1936, p.400 et s.

² OLLIVIER, B., (dir.), *Les identités collectives à l'heure de la mondialisation*, Paris, CNRS Editions, 2009, p.6.

postcolonial. Mais, hérité de la colonisation, l'État en Afrique peine à se stabiliser lui-même. Subséquemment, l'État-nation en construction est parfois boiteux.

Ce document saisit l'urgence de renforcer la nation ivoirienne en contexte de fragilités multiples. Il entend attirer l'attention de l'ensemble des acteurs sociaux et politiques sur la nécessité de faire converger leurs efforts pour bâtir une nation forte, capable de résister aux intempéries. La question fondamentale qu'il soulève est la suivante : **comment renforcer la nation en contexte de fragilités en Côte d'Ivoire ?** En partant du postulat que la construction de la nation est indispensable à la paix et au développement économique et social du pays, il s'agira plus spécifiquement de trouver des réponses à ces interrogations :

- Quel est l'état des lieux de la problématique de construction nationale en Côte d'Ivoire ?
- Quels sont les facteurs qui contribuent à fragiliser le processus de construction nationale dans ce pays ?
- En quoi les mécanismes élaborés pour résorber le problème de la fragilité de la nation ivoirienne rencontrent-ils des difficultés ?
- À quelles conditions peut-on faire advenir la nation durable en Côte d'Ivoire ?

3. Rappel des objectifs de l'étude

L'objectif général de ce rapport est de contribuer à la réflexion sur la construction nationale en Côte d'Ivoire.

Spécifiquement, le rapport vise à :

- Analyser les facteurs de fragilisation du tissu social en Côte d'Ivoire ;
- Montrer les mécanismes de reconstruction nationale en période post-crise en Côte d'Ivoire et leurs limites ;
- Repenser la construction nationale en Côte d'Ivoire à partir de l'approche de la gouvernance démocratique.

4. L'approche

L'étude s'inscrit dans une perspective de sociologie historique de la culture nationale en contexte ivoirien. Le document rejette la thèse de l'absence de la nation en Côte d'Ivoire, un pays d'à peine 63 ans d'existence. Il défend le postulat selon lequel la nation est une construction constante. L'accent est mis sur les manières de faire nation en Côte d'Ivoire en regardant le contexte sociopolitique, les institutions et les acteurs. Ce qui permet de restituer les chocs et les chocs de la construction nationale. En appuyant cette perspective par l'approche empirique, le travail a consisté à donner la parole aux parties prenantes de la production du lien national afin d'identifier leurs rôles, perceptions et interactions. Le choix d'associer les acteurs concernés répond à une logique de co-construction des pistes de solutions au problème de la fragilité de l'identité nationale en Côte d'Ivoire.

5. Description du site de l'étude

La Côte d'Ivoire, pays de diversité

Avec une population estimée à 29 389 150 d'habitants (RGPH, 2022), la Côte d'Ivoire est un pays :

- Multiculturel : plus de 60 ethnies nationales et étrangères ;
- Pluriconfessionnel : musulmans (42 %), chrétiens (34 %), animistes (4 %), sans religion (19 %), autres religions (1 %) (Institut national de la statistique de Côte d'Ivoire, 2014) ;
- Multirégional : le pays compte 31 régions avec des spécificités culturelles et linguistiques.

Les localités cibles

Exécutée de mai 2022 à septembre 2023, la phase 1 du projet I2CN-C, financé par NED, a couvert sept villes que sont : Abengourou, Abidjan nord et sud, Gagnoa, Man, Korhogo, Séguéla et Yamoussoukro. Le choix de ces localités est stratégique. Ce sont des villes que les enjeux politiques et sociaux ont transformées en foyers de tensions. Mais, de manière particulière, la ville de Yamoussoukro est considérée comme un lieu-mémoire de paix et à ce titre, constitue, de même que les autres villes visitées, un endroit idéal pour parler de construction nationale.

6. Méthodologie

● Technique de collecte des données

Les données de ce rapport sont essentiellement qualitatives. Dans un premier temps, l'étude s'est appuyée sur les données recueillies à l'issue des consultations publiques lors des séminaires de formation et des panels organisés dans le cadre de la mise en œuvre du Projet I2CN. Ces consultations ont renseigné sur les perceptions des parties prenantes et leurs connaissances des enjeux liés à la nation en Côte d'Ivoire. À cela, il convient d'ajouter les rapports de nos principaux points focaux sur les vecteurs « anti-construction de la Nation » et les pistes de solution au niveau local.

La méthodologie de collecte a consisté, dans un deuxième temps, à passer en revue la littérature (archives, rapports d'étude, articles, dépêches) disponible sur le sujet de la construction nationale, avec un focus sur le cas ivoirien. La recherche documentaire a permis d'appréhender les enjeux et les défis de la nation.

Dans un troisième temps, en plus de l'observation sur la situation sociopolitique de la Côte d'Ivoire sur le long temps, la technique de la netnographie a été utilisée dans le but de recueillir des informations sur le comportement des membres de communautés de jeunes en ligne, leur compréhension de la nation et les formes de leur (dés)engagement. Cette analyse des interactions sur les réseaux sociaux

numériques, notamment sur Facebook, a révélé les usages numériques différenciés de la nation par les jeunes.

- **Acteurs cibles**

Le projet a couvert une diversité d'acteurs : groupements d'intérêts, société civile, autorités politiques, administratives et coutumières, guides religieux, femmes, partis politiques, communautés. Quelle que soit leur origine culturelle, professionnelle ou politique, les jeunes ont été pris comme acteurs prioritaires dans le projet I2CN en raison de leur importance stratégique. En effet, en Côte d'Ivoire, 75,6 % de la population est composée de jeunes. L'objectif était donc de discuter avec eux sur la situation sociopolitique de la Côte d'Ivoire, les acquis de la nation ivoirienne, les difficultés rencontrées par les acteurs dans la construction nationale, l'implication particulière des acteurs concernés et les pistes de solutions pour construire une nation forte en Côte d'Ivoire.

Les données recueillies ont été analysées et traitées suivant les techniques d'analyse de discours, de contenus et de triangulation. Cette démarche, s'inscrivant dans le processus de construction du sens, a permis de dégager des mots-clés susceptibles de permettre d'avoir rapidement accès aux informations relatives à chaque objectif de l'étude et de leur donner une signification.

- **Présentation des résultats de l'étude**

Le présent rapport est structuré autour de trois axes principaux.

Dans la première partie, ce rapport met en lumière la crise de l'identité collective en Côte d'Ivoire ainsi que les facteurs qui l'expliquent. Il montre la façon dont les crises sociales et politiques répétitives ont fragilisé le processus de construction nationale en Côte d'Ivoire sur fond de forte politisation de la société et de défaillance de la gestion publique.

La deuxième partie du présent rapport revient sur la reconstruction post-crise en Côte d'Ivoire. L'accent est particulièrement mis sur les différents mécanismes

élaborés par les pouvoirs publics pour recréer le lien national après plus d'une décennie de crise. Également, les défis multiples auxquels de tels mécanismes sont confrontés font l'objet d'une analyse minutieuse afin de montrer à quel point la construction de la nation est un chantier complexe.

Au regard des difficultés liées à la construction nationale en Côte d'Ivoire, l'étude propose, dans une troisième partie, de repenser le modèle. Puisque l'État a précédé la nation, il est tout à fait indiqué que le premier accouche du second ; de ce fait, il est indispensable d'améliorer la légitimité de l'État. On en déduit qu'il faut asseoir l'État-nation sur les principes de la gouvernance démocratique.

I. PANNE DE L'ÉTAT-NATION EN CÔTE D'IVOIRE : DE LA FORMATION À LA CRISE DU SENTIMENT NATIONAL

On entend par État-nation un État qui coïncide avec une nation établie sur un territoire délimité et définie en fonction d'une identité commune de la population qui lui confère sa légitimité. Lorsque l'État préexiste à la nation, celui-ci peut chercher à développer un sentiment national³. Dans ce sens, dès l'accession à l'indépendance, l'État ivoirien a mis en œuvre un ensemble de politiques visant à produire le sentiment national. Malheureusement, malgré ces efforts, le tissu social dans ce pays va subir un morcèlement dû aux multiples crises, tensions et différends sociaux et politiques parfois teintés de violences.

1. Fabrique du sentiment national dès l'accession à l'indépendance

Comme dans plupart des pays africains, en Côte d'Ivoire, l'État a précédé la nation. Néanmoins, l'occasion a été donnée à ce pays de construire sa nation dans la période post-indépendance. Ainsi, depuis l'indépendance en 1960 jusqu'à nos jours, les institutions publiques et coutumières en Côte d'Ivoire ont joué un rôle important dans l'édification de la nation. Entre autres politiques de construction nationale, l'on peut citer :

a. La fusion de toutes les cultures et de tous les citoyens du nouvel État

La figure la plus visible de cette fusion est le choix de l'unité de langue, avec le français comme langue officielle, et l'unification du système juridique avec mimétisme du modèle français. Comme l'affirme Yacouba Konaté :

³ <https://www.toupie.org/Dictionnaire/Etat-nation.htm>, consulté le 30 octobre 2023.

« La nation réconcilie les tribus et les classes. Par l'adoption d'une langue officielle, elle vise la compréhension, l'unité et la solidarité. Aussi, son pouvoir trouve-t-il son efficacité dans la centralisation et non dans la dispersion et l'éclatement propre au repas sorcier »⁴.

b. La célébration annuelle tournante de la fête nationale coïncidant avec la date d'anniversaire de l'indépendance

Cette célébration, en plus de constituer la mémoire de l'appartenance à une histoire commune, était un lieu de solidarité et de projection d'un futur commun possible.

c. Le mécanisme d'orientation des élèves

L'orientation des élèves dans des localités autres que leur localité d'origine était justifiée par la logique d'éducation aux valeurs d'interculturalité. Dans la conscience collective, ce mécanisme aurait eu un impact considérable dans l'amélioration des relations interpersonnelles, le renforcement des connaissances sur l'histoire et la géographie des peuples et, l'intégration de la tolérance chez les jeunes élèves⁵.

d. L'approche de la paix par le dialogue connue sous l'appellation de « paix houphouétienne »

Cela repose sur la conviction que la paix est une valeur cardinale à préserver. Dans la pratique, on apprenait avec Houphouët-Boigny lui-même que « la paix n'est pas un vain mot, mais un comportement ». La promotion du dialogue s'inscrivait donc dans cette dynamique de matérialisation de l'attitude de paix.

⁴ KONATE, Y., « Fondations de l'État-nation ivoirien », *Communication*, n°45, pp.171-188.

⁵ Propos extraits de l'intervention du Sous-Préfet Fofana Kader de la s/p d'Ouragahio, le 23 décembre 2022.

e. La promotion des alliances interethniques

Les alliances entre les peuples comprennent la parenté à plaisanterie (généralement considérée comme un système de solidarité) et l’alliance ou pacte de non-agression ou de non-complicité d’agression entre les clans et entre groupes ethniques. À travers le temps, elles ont été utilisées comme une stratégie d’anticipation des conflits et de réconciliation⁶.

f. La promotion de la diversité au sein des organes publics

Elle s’est affirmée dans les nominations de personnalités publiques issues de différentes régions du pays aux hautes charges publiques ou parapubliques. Cette gouvernance de la diversité est considérée comme *une pratique d’« équilibrage » régional ou religieux (ou de « géopolitique » interne)*⁷. Elle aurait pour objectif de réduire les perceptions d’inégalités entre les régions d’un côté, et de l’autre, de renforcer le sentiment d’appartenance à une même communauté de destin.

g. La réorganisation et le réaménagement des musées sur un mode plus national

Cette approche de « mise en scène de la nation »⁸ par la mémoire sert le projet politique de construction de l’identité collective plurielle. En effet, la représentation des cultures (artisanat, modes de vie, religions) authentiques s’inscrit dans la perspective de l’unité nationale à travers la circulation de la connaissance sur les caractéristiques communes aux peuples.

⁶ LOUA, Z. H., « Les alliances interethniques en Afrique de l’Ouest. Nouvelles stratégies de réconciliation », *Théologies de la réconciliation*, vol. 23, n°2, 2015, p. 185-201.

⁷ KIPRE, P., « La crise de l’État-nation en Afrique de l’Ouest », *Outre-Terre*, n°11, 2005, pp. 19-32.

⁸ GAUGUE, A., *Les États africains et leurs musées : la mise en scène de la nation*, Paris, L’Harmattan, 1997.

Toutes ces approches ont contribué à asseoir les bases de la construction nationale en Côte d'Ivoire éprouvée par les jeux politiques.

2. Trajectoire tourmentée d'une jeune nation : instabilités sociopolitiques et crise de l'identité collective

Un parcours politique trouble

L'assise progressive du sentiment national n'a pas empêché la crise de la nation en Côte d'Ivoire. « *Bien insuffisantes, [les politiques de construction du sentiment national] sont d'ailleurs souvent le prétexte à des coups d'État proclamant la « lutte contre le tribalisme et pour une réelle politique de développement national »* »⁹. Le retour du multipartisme en 1990 a eu pour conséquence la réouverture du champ politique. Mais, cette libéralisation politique a emporté avec elle un vent de crispations aussi bien dans la classe politique que dans le corps social. Le galvaudage du multipartisme et de la citoyenneté a renforcé les divisions sociales¹⁰. Il a davantage creusé les écarts dans l'accès à l'État et à ses ressources. La mort d'Houphouët-Boigny en 1993 a fait le lit du conflit ouvert entre ses dauphins politiques. Ce qu'il est convenu d'appeler la « guerre des héritiers » a soumis la nation naissante à la tyrannie des désirs des « politiciens ».

Dans un climat de hautes tensions politiques, le pays connut son premier coup d'État le 24 décembre 1999 contre le régime d'Henri Konan Bédié, perpétré par le Général Robert Guéi. La rébellion de 2002 qui s'en suivra a infligé une cicatrice très grave au processus de construction de la nation en plongeant le pays dans une décennie de grandes divisions sociales et de conflits intercommunautaires autour de

⁹ KIPRE, P., La crise de l'État-nation en Afrique, op.cit. p.30.

¹⁰ AKINDES, F., « Les racines des crises sociopolitiques en Côte d'Ivoire et sens de l'histoire. Frontières de la citoyenneté et violence politique en Côte d'Ivoire », Dakar, CODESRIA, 2008, pp. 25-61.

multiples enjeux dont la question foncière¹¹. Les accords¹² de sortie de crise n'ont pas pu empêcher le conflit post-électoral de 2010¹³ de se produire. Celui-ci a fait, selon les données officielles, plus de trois mille morts.

Les crises successives (violence, guerre civile, conflits) depuis la fin de la décennie 1990 posent le problème de la « panne de l'État-Nation ». Ce malaise est lui-même le signe de la crise de l'identité collective. L'identité collective désigne le sentiment commun d'appartenance à un groupe. Il s'agit « *d'une catégorie utilisée par les individus en vue de construire un mouvement, de s'y reconnaître et d'en connaître les membres* ¹⁴». En Côte d'Ivoire, la crise de l'identité collective est redevable du marketing politique des identités.

Marketing politique des identités et violences politiques

Les violences politiques ne sont pas nouvelles en Côte d'Ivoire. Le pays a déjà connu des violences liées aux élections de 2010. Néanmoins, « *L'élection (de 2020) a déclenché des heurts entre partisans de l'opposition et partisans du gouvernement dans la capitale, Abidjan, et dans au moins huit autres villes, conduisant à des affrontements de rue violents entre personnes armées de machettes, de bâtons et de fusils de chasse* ¹⁵».

Ces violences post-électorales ont souvent opposé les communautés, contribuant ainsi à fragiliser la cohésion sociale. Elles ont mené la Côte d'Ivoire au bord d'une spirale de violence létale.

¹¹ CHAUVEAU, J-P., « Questions foncières et construction nationale en Côte d'Ivoire. Les enjeux silencieux du coup d'État », *Politique africaine*, n°78, pp. 94-125.

¹² L'Accord de Ouagadougou le 4 mars 2007 a acté la réunification du pays qui était divisé en deux zones (sud et nord) par la rébellion de 2002. Voir : HANDY, S., et CHARLES, T., « Accord politique de Ouagadougou. Vers une sortie de crise pérenne en Côte d'Ivoire », *AFRI*, 2008, 15 p.

¹³ Pour aller plus loin sur cette question, voir DOZON, J-P., « Les clefs de la crise ivoirienne », Paris, *Karthala*, 2011.

¹⁴ VOEGTLI, M. « Identité collective », *Dictionnaire des mouvements sociaux*, 2009, p.292

¹⁵ Human Watch Rights, « Côte d'Ivoire : violences postélectorales et répressions », publié le 2 décembre 2020, [En ligne] <https://www.hrw.org/fr/news/2020/20/02/cote-divoire-violences-postelectorales-et-repression>, consulté le 11/11/2023.

Le nexus violence politique et division communautaire en Côte d'Ivoire est largement admis dans la mesure où les confrontations entre les partisans politiques s'accompagnent de tensions ethniques accrues conduisant à des affrontements intra- et intercommunautaires.

« *En période électorale, un marketing politique polarisant et manipulateur des identités est fréquemment employé par les acteurs politiques ivoiriens de tous les bords pour mobiliser leurs électeurs. Cela génère des tensions entre groupes ethniques et religieux, et entretient un climat de défiance et de contestation des résultats électoraux qui peuvent dégénérer en violences intercommunautaires*¹⁶ ».

L'instrumentalisation de l'identité dans le champ politique s'analyse en la forte polarisation des débats politiques autour de l'ethnie, la religion, la région. Elle serait à l'origine d'un sectarisme politique qui rend presque impossible la réalisation du projet de réconciliation¹⁷.

La crise de l'identité s'est davantage affirmée dans les questions d'exclusion ou du moins, dans la perception d'exclusion d'un individu, d'une ethnie, d'une région ou d'une religion par rapport aux autres. Les perceptions d'exclusion de tout genre provoquent une fracture entre les élites politiques et la population. Elles sont au cœur des divisions sociales. Cela semble convaincre plus d'un que « la rétribution

¹⁶ Interpeace, « Côte d'Ivoire : la jeunesse mobilisée contre la violence politique », publié le 23 septembre 2023, [En ligne] <https://www.interpeace.org/fr/2021/09/cote-divoire-la-jeunesse-mobilisee-contre-la-violence-politique>, consulté le 12/11/2023.

¹⁷ Extrait des propos d'un représentant d'organisation de jeunesse à Gagnoa le 23 décembre 2022.

équitable des richesses dans nos pays constitue bien souvent un frein à la construction de la nation¹⁸ ».

« La politique a divisé et non uni. »

Représentant de la communauté Akouè, Yamoussoukro

De même, les tractations partisans autour de la nationalité ont contribué à créer des sentiments de division plutôt que d'unité. L'ivoirité galvaudée qui en découle a affaibli le processus de construction de l'unité nationale, nourrissant ainsi les sentiments d'exclusion et les violences.

La réalité de la défaillance de l'État-nation ivoirien indique qu'il y a bien des choses à renforcer.

¹⁸ Propos d'un représentant de parti politique à Abidjan, le 26 août 2023.

II. RECONSTRUCTION POST-CRISE DE LA NATION EN CÔTE D'IVOIRE

La période post-crise est un moment pour recréer le sentiment national durement éprouvé durant le conflit. En Côte d'Ivoire, pays qui a été secoué par une succession de crises et de violences, comment procède-t-on pour reproduire le lien national ? Quels sont les succès et les défis des mécanismes mis en œuvre ? Il convient de répertorier et catégoriser les mécanismes de reconstruction nationale avant d'analyser les écueils de tels mécanismes afin de les résoudre pour renforcer la nation ivoirienne.

1. Mécanismes institutionnels et approches de reconstruction nationale

Suite au conflit sociopolitique post-électoral qui a déchiré la Côte d'Ivoire entre novembre 2010 et mai 2011, le gouvernement ivoirien a enclenché un processus de reconstruction politique, économique et sociale. Celui-ci s'est appuyé sur plusieurs mécanismes institutionnels et diverses approches.

Encadré 1 : Processus de justice transitionnelle en Côte d'Ivoire

Les différentes étapes du processus ivoirien de justice transitionnelle engagée par les autorités pour réconcilier les Ivoiriens bien que se voulant originales n'ont pas dérogé aux quatre étapes en faveur des victimes. Ainsi, pour le droit de savoir et le droit à la vérité, deux importantes commissions ont été mises en place. D'abord, la Commission Nationale d'Enquête (CNE), puis la Commission Dialogue, Vérité et Réconciliation (CDVR). Pour être des mécanismes non judiciaires, ces deux commissions devaient contribuer globalement à faire la lumière sur les nombreuses exactions commises durant la crise postélectorale. En ce qui concerne le droit à la justice, cette deuxième composante a été exécutée à travers le tribunal militaire (TM) et la cellule spéciale d'enquête et d'instructions (CSEI) au plan national et au plan international, par la coopération avec la cour pénale internationale (CPI), dans l'optique de juger tous les crimes relevant du statut de Rome. Quant au droit à la réparation, il a été créé plusieurs structures pour indemniser les nombreuses victimes de la crise qu'a connue la Côte d'Ivoire. La défunte CDVR a fait place à la commission nationale pour la

réconciliation et l'indemnisation des victimes (CONARIV). Le Gouvernement a également initié diverses réformes institutionnelles et législatives pour répondre à la garantie de non répétition¹⁹.

Sans mentionner tous les mécanismes mis en œuvre dans le cadre du processus de réconciliation nationale en Côte d'Ivoire en tant que dimension sociale de la reconstruction post-crise, rappelons tout de même le rôle important que certains ont joué dans la quête de la stabilité et du vivre-ensemble.

De la CDVR à la CONARIV : la justice transitionnelle au cœur de la réconciliation nationale

Le 28 septembre 2011, la Commission Dialogue, Vérité et Réconciliation (CDVR) fut créée. Elle avait pour objectif d'enquêter sur les violations des droits humains commises durant la période du conflit. Spécifiquement, dirigée par Charles Konan BANNY, la CDVR était chargée « *d'élaborer une typologie des violations des droits de l'homme susceptibles d'être l'objet de ses délibérations et rechercher la vérité et situer les responsabilités sur les événements sociopolitiques nationaux passés et récents*²⁰ ».

L'institutionnalisation de la CDVR en vue de « faire émerger la vérité²¹ » faisait de la réconciliation un important enjeu de justice transitionnelle. « *Cette forme de justice peut être définie comme un ensemble de mécanismes et d'approches juridiques répondant a posteriori aux violations systémiques et généralisées des droits humains afin de promouvoir la paix, la réconciliation et la démocratie* »²².

¹⁹ A.P.D.H et Konrad Adenauer Stiftung, *Côte d'Ivoire, réconciliation nationale : où en sommes-nous ? Évaluation du processus de réconciliation nationale en Côte d'Ivoire*, p.11.

²⁰ Conseil des ministres, Ordonnance n°2011-167 du 13 juillet 2011 portant création, attributions, organisation et fonctionnement de la Commission Dialogue, Vérité et Réconciliation, 2011, art 5.

²¹ GRIVEAUD, GRIVEAUD, D., « Parfaire la construction de la nation ivoirienne. Justice transitionnelle en Côte d'Ivoire ». p. 269-288. In Goirand, C., et Müller, A., (dir.) *Documenter les violences. Usages publics du passé dans la justice transitionnelle*, Paris, Éditions de l'IHEAL, 2020, 418p.

²² TRICIA, D., LEIGH, A., et ANDREW, G., *Transitional Justice in Balance: Comparing Processes, Weighing Efficacy*, Washington, US Institute of Peace, 2010, p. 9.

Au-delà de ses dilemmes d'ordre sociopolitique et juridique²³, la CDVR visait à réinstaurer la paix par le dialogue, à stabiliser la transition sociale et le processus de réparation des victimes à travers la publicisation de la vérité, d'excuses ou d'autres moyens alternatifs. Le bilan²⁴ de la CDVR reste toutefois très controversé²⁵.

Créée le 24 mars 2015 pour parachever l'œuvre de l'ex-CDVR, la Commission Nationale pour la Réconciliation et l'Indemnisation des Victimes (CONARIV), présidée par Monseigneur Siméon AHOUANA, a effectué un travail de recension des victimes et de présentation des typologies de préjudices. Le *fichier unique consolidé des victimes* que cet organe a mis à la disposition du Président de la République²⁶ aura permis de mieux dresser les questions entourant la réconciliation, notamment les conflits intercommunautaires, et d'engager les actions d'indemnisations des victimes directes ou indirectes.

La paix par le développement

Sans paix, il ne peut y avoir de développement. À l'inverse, le développement peut favoriser la paix. L'articulation entre la paix et le développement a été au cœur des approches de reconstruction post-crise de l'État-nation en Côte d'Ivoire. Au lendemain de la crise, l'État ivoirien s'est engagé dans des programmes de relance de son développement économique. En témoigne la gouvernance par projet du cycle de plans nationaux de développement (PND). Les réformes entreprises dans ce sens touchent plusieurs secteurs dits porteurs et visent à créer le cadre d'une construction pacifique de l'État et de la nation. À titre d'illustration, les changements intervenus

²³ LABELLE, T., et TRUDEL, J. —N., « Au cœur de la reconstruction ivoirienne : la réconciliation », *Revue québécoise de droit international*, n°1, 2012,

²⁴ SEGOUN, J. —M., « La Côte d'Ivoire à l'épreuve de la réconciliation : quels bilans pour la commission dialogue vérité réconciliation (CDVR) ? », *NAP*, n°68, 2018, 8p.

²⁵ RFI, « Côte d'Ivoire : la CDVR « a failli dans sa mission » », <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20141001-cote-ivoire-cdvr-failli-mission>, Consulté 14 juillet 2023.

²⁶ Cf. <https://www.presidence.ci/le-chef-de-letat-a-recu-le-rapport-final-de-la-conariv-et-le-fichier-unique-consolide-des-victimes/>, Consulté le 12 juin 2023.

dans le secteur minier ont permis la mise en place de comités locaux de développement dont l'organisation et le fonctionnement reflètent la diversité sociale des communautés riveraines.

La constitutionnalisation de la chefferie traditionnelle

En juillet 2014, était promulguée en Côte d'Ivoire la loi portant statut des Rois et Chefs traditionnels²⁷. Deux années plus tard, l'on assistait à la constitutionnalisation de la Chambre Nationale des Rois et Chefs Traditionnels (CNRCT)²⁸. La nouvelle Constitution ivoirienne accordait, de ce fait, à l'autorité traditionnelle une place de choix. Elle faisait d'elle un promoteur de la paix nationale. Aux termes de l'article 175 de la constitution de 2016 : la chefferie traditionnelle est représentée par la Chambre nationale des Rois et Chefs traditionnels. La Chambre nationale des Rois et Chefs traditionnels est l'Institution regroupant tous les Rois et Chefs traditionnels de Côte d'Ivoire. Elle est chargée notamment : — de la valorisation des us et coutumes ; — de la promotion des idéaux de paix, de développement et de cohésion sociale ; — du règlement non juridictionnel des conflits dans les villages et entre les communautés. La chefferie traditionnelle participe, dans les conditions déterminées par la loi, à l'administration du territoire.

Le forum des confessions religieuses (FCR) : le discours religieux à l'épreuve du vivre ensemble

La religion est au centre de la reconstruction nationale en Côte d'Ivoire. La naissance du forum des confessions religieuses en Côte d'Ivoire s'inscrit dans le dialogue interreligieux. Créé dans « *un contexte de brutalisation de la vie socio-politique en 1995 où les tensions politiques, ethniques et religieuses étaient très vives, notamment avec la création du concept d'ivoirité et l'instrumentalisation des*

²⁷ Loi n° 2014-428 portant Statut des rois et chefs traditionnels, JORCI n°11 du 15 juillet 2014.

²⁸ Loi n° 2016-886 portant Constitution de la République de Côte d'Ivoire, JO, n°16, mercredi 9 novembre 2016.

sentiments identitaires et religieux »²⁹, le forum est un vecteur de paix et de cohésion sociale. Le discours religieux est donc amené à s'appuyer sur le dialogue interreligieux afin de contribuer au vivre ensemble.

Le forum des confessions religieuses est un espace de réflexions, de dialogue et d'action entre leaders religieux dont l'objectif est de réduire considérablement les tensions, d'éviter la guerre des religions et de s'impliquer efficacement dans le règlement pacifique des conflits politiques et intercommunautaires. Le colloque co-organisé le 7 novembre 2017 par la Konrad-Adenauer-Stiftung (KAS), le Centre de Recherche Politique d'Abidjan (CRPA) et l'Ambassade d'Israël en Côte d'Ivoire sous la thématique « Le Dialogue interreligieux dans une société pluraliste » s'inscrit pleinement dans ce sens. Il en est de même pour celui organisé du 23 au 25 février 2022 à Abidjan par le Conseil Supérieur des Imans (COSIM) et la Fondation Mohammed VI des Oulémas africains, section Côte d'Ivoire autour du thème « Le dialogue interreligieux ».

Le dialogue politique

Malgré les crises qu'elle a connues, la Côte d'Ivoire peut être considérée comme un pays de dialogue. Le choix du dialogue comme stratégie de paix découle de la philosophie houpouétienne qui veut que « *dans la recherche de la paix, de la vraie paix, de la paix juste et durable, on ne doit hésiter un seul instant à consentir, avec obstination, au dialogue* », car estime-t-il, « *le dialogue est l'arme des forts et non des faibles* ». Cette philosophie pratique est maintes fois reprise par les élites politiques. Laurent Gbagbo, ancien Président de la République, avait prononcé cette parole devenue presque mythique : « *Asseyons-nous et discutons* »³⁰.

Autour des enjeux électoraux et sociaux, le Gouvernement et les principaux partis politiques ainsi que des responsables d'organisations société civile ont signé, le

²⁹ <https://cergep.org/Gabonica/detailArticle/41>, consulté le 27/10/2023.

³⁰ <https://www.google.com/amp/s/www.leparisien.fr/amp/international/laurent-gbagbo-asseyons-nous-et-discutons-10-12-2010-1186126.php>, consulté le 26/10/2023.

4 mars 2022, à Abidjan, le rapport final sanctionnant les travaux de la cinquième phase du dialogue politique démarré depuis janvier 2019, en prélude aux élections présidentielles de 2020. L'objectif affiché était la décrispation du climat politique afin de renforcer la paix et la stabilité³¹.

Les acteurs signataires de ce rapport se sont engagés à se départir de la violence comme mode d'accession au pouvoir alors que le Gouvernement, lui, a consenti au retour à un paiement régulier de la subvention allouée aux partis politiques, ainsi qu'au déblocage des comptes gelés. De même, les participants ont convenu de la mise en place d'un processus de réparation et d'indemnisation des victimes de la crise de 2020³². Sur le cadre institutionnel et juridique des élections, les parties prenantes du dialogue politique se sont engagées à poursuivre les réflexions en vue de redynamiser la Commission électorale indépendante (CEI), organe en charge de l'organisation des élections, et à réviser le code électoral.

Le dialogue politique est une invention démocratique de la construction nationale. Il a été le cadre de rencontre entre gouvernants et gouvernés autour de l'enjeu national. Les phases du dialogue politique telles qu'elles se présentent aujourd'hui sont une initiative du Président Alassane Ouattara.

« Cette cinquième phase du dialogue politique est un beau succès pour les Ivoiriens, de par son ampleur et le nombre de participants, de par l'étendue et le champ des sujets abordés. En outre, la courtoisie et la fraternité qui ont prévalu au cours de ces échanges ont permis de mettre l'intérêt général, et en particulier celui de la Côte d'Ivoire, au centre de toutes les discussions et d'aboutir à un résultat exceptionnel. Pour la première fois, cent pour cent des acteurs ont signé le premier jour ».

Patrick ACHI, ancien Premier ministre de la République de Côte d'Ivoire

³¹ <https://primature.ci/actualite/?pm=11699>, consulté le 25/10/2023.

³² Ibidem.

Par ailleurs, la création du Ministère de la Réconciliation nationale le 15 décembre 2020 s'inscrivait dans la dynamique d'apaiser le climat social et de consolider la stabilité du pays. Il avait pour mission de faire une évaluation des actions du gouvernement, avec pour objectifs le renforcement de la cohésion nationale et la réconciliation³³.

Figure 1 : Bilan de la consolidation de la paix en Côte d'Ivoire



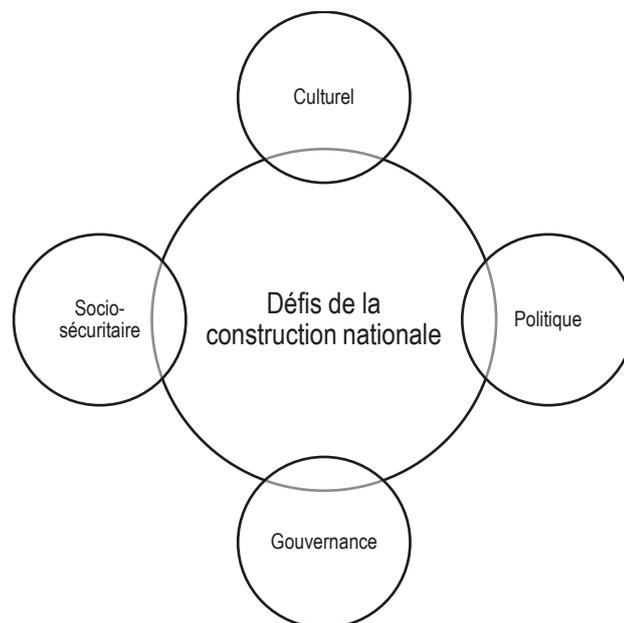
³³ https://gouv.ci/_actualite-article.php?recordID=14321, consulté le 15/10/2023.

Malgré les importants acquis de la consolidation de la paix en Côte d'Ivoire, la nation ivoirienne reste fragile, confrontée à de multiples défis.

2. Défis inhérents au processus de reproduction du sentiment national

En 2012, Jean-Jacques Konadjé écrivait que la reconstruction nationale en Côte d'Ivoire était confrontée à trois grands défis, à savoir la sécurité et l'état de droit, la mise en place d'une nouvelle armée et la réconciliation nationale³⁴. Plus de dix ans après, qu'en est-il ? Les investigations menées dans le cadre du projet I2CN ont permis de mettre l'accent sur principalement quatre facteurs qui semblent les plus urgents.

Figure 2 : Défis contemporains de la construction nationale



³⁴ KONADJE, J.-J., « Côte d'Ivoire post-conflit : les trois grands défis de la reconstruction », *diploweb.com*, 2012. <https://www.diploweb.com/com/Cote-d-ivoire-post-conflit-les.html>, Consulté le 16/07/2023.

Les défis culturels

L'enjeu culturel est constamment revenu dans les discussions avec les participants. D'après le sociologue Guy Rocher, la culture désigne « *un ensemble lié de manières de penser, de sentir et d'agir plus ou moins formalisées qui, étant apprises et partagées par une pluralité de personnes, servent, d'une manière à la fois objective et symbolique, à constituer ces personnes en une collectivité particulière et distincte* ³⁵ ». La culture est ce qui est appris, transmis, produit et inventé. Elle est une donnée essentielle pour la construction de la nation. Au même moment, elle peut constituer un frein au processus de reconstruction nationale.

La crise de l'identité culturelle peut amener les individus à promouvoir leurs intérêts personnels au détriment de l'intérêt commun. Dans l'imaginaire populaire en Côte d'Ivoire, « *le non-respect des codes culturels est un vecteur de rupture de la cohésion nationale* ³⁶ ». Même si l'existence de barrières culturelles et ethniques doit être un avantage, l'on n'a toujours pas tiré profit de la diversité. En effet, ces barrières, souvent obstacles, demeurent un réel défi à relever dans la construction de la nation ivoirienne à cause de leur manipulation politique.

Par ailleurs, la perte de vitesse des valeurs traditionnelles comme la fraternité, le partage, la tolérance, etc. est un défi supplémentaire à surmonter. La transition culturelle qu'on observe au sein de la société ivoirienne et qui s'exprime par la montée d'un individualisme assumé est un facteur d'aggravation de la crise de la nation.

³⁵ ROCHER, G., Introduction à la sociologie générale, Canada, *Éditions H.M.H.*, 1968-1969, p.88.

³⁶ Propos d'un jeune responsable d'organisation de jeunesse à Abidjan, le 28 janvier 2023.

Le manque de culture politique est un autre obstacle. Il inclut la dégradation des valeurs républicaines et la quasi-absence, dans la société, de modèles incarnant des valeurs citoyennes.

Les obstacles politiques

Fondamentalement, la politique pose deux grands défis à la nation ivoirienne. Le premier concerne les risques de la démocratie électorale. Comme exprimé par ce responsable d'une organisation de jeunesse à Korhogo :

« Le leadership politique au sein de l'élite politique est un danger pour la nation. Car tous les partis politiques veulent diriger le pays au prix parfois de batailles en interne et en externe. Ce qui conduit à des crises au sein de l'élite politique qui ont tendance à avoir des retombées sur la vie de la nation. ³⁷ »

On comprend alors le risque de violences entourant la compétition politique. Les rendez-vous de contestation des processus électoraux sont le signe d'une fragilisation de la démocratie électorale qui ne permet pas à la nation de se consolider.

Le second défi est lié au paradoxe de la réconciliation nationale. Même si la réconciliation n'exclut pas la justice, les populations n'ont pas toujours bien perçu l'enjeu de la prison. L'acceptabilité de l'usage de la prison dans le processus de construction nationale reste donc un défi. Tout cela justifie l'inquiétude exprimée par un participant : « Les passifs des crises politico-militaires qu'a connues la Côte d'Ivoire ne sont pas encore soldés³⁸. ».

³⁷ Propos d'un responsable d'une organisation de jeunesse à Korhogo, le 29 avril 2023.

³⁸ Propos d'un responsable de parti politique de l'opposition à Abengourou, le 22 avril 2023.

Les enjeux socio-sécuritaires

Il existe plusieurs défis socio-sécuritaires de la construction nationale en Côte d'Ivoire. Les échanges avec les acteurs impliqués dans le projet ont permis de dégager ceux qui sont urgents et dressés dans le tableau suivant :

Figure 3 : Tableau indicatif des facteurs de risques socio-sécuritaires

FACTEURS	INDICATEURS
Jeunesse	La maîtrise de la jeunesse migrante, au chômage, envahie par la drogue, coupable et victime de discours haineux sur les réseaux sociaux.
Extrémisme	La montée de l'extrémisme violent autour du foncier, des menaces terroristes et de l'exploitation des ressources naturelles telle que la pratique de l'orpillage clandestin. « L'existence d'extrémismes religieux, politique et ethnique ³⁹ ».
Inégalités sociales	La persistance des inégalités sans frontières vécues par les populations vulnérables dans l'accès aux emplois et ressources publiques d'une part, et d'autre part, celles vécues dans la cherté de la vie et les effets du changement climatique.

³⁹ Expression évoquée par le Président du Parlement des Jeunes de Yamoussoukro, le 18 août 2022.

Défis liés à la gouvernance publique

« Si nous demeurons dans un tel contexte de dysfonctionnement socioéducatif, d'absence de modèle pour les jeunes, nous allons fabriquer des monstres. »

Dr N'DRI Patrice, enseignant-chercheur en sociologie

Une conception partagée soutient que la crise de gestion publique a eu une influence notable sur le processus de construction de la nation. Elle aurait été le fondement des divisions sociales. Les éléments les plus frappants de cette crise seraient la corruption, l'inégalité vécue dans la redistribution et l'accès aux ressources de l'État, le chômage des jeunes, voire les dysfonctionnements du système d'éducation à la citoyenneté, etc. Sur le dernier point, dans une tribune accordée au journal Le Point, Affi Nguessan, homme politique ivoirien, affirmait ceci :

« On peut dire que la crise en Côte d'Ivoire est d'abord la crise du capital humain parce que l'analphabétisme est très important, le système scolaire est en faillite, le pays ne dispose pas des compétences et de la culture qui permettraient de sortir des logiques d'affrontements.⁴⁰ »

En fait, les problèmes structurels de développement ont une répercussion négative sur la consolidation de la nation parce qu'ils renforcent les remous sociaux, rendent hypothétiques la paix et la stabilité politique et sociale.

Mais, il faut bien comprendre que la crise de la gestion publique est très souvent le produit de l'identification partisane de l'action publique. C'est l'idée que l'action publique est mise à mal par les clivages politiques des individus. En Côte d'Ivoire,

⁴⁰ Le Point, « construire la cohésion de la nation ivoirienne », <https://www.google.com/amp/s/amp/lepoint.fr/2449646>, consulté le 13/09/2023.

compte tenu de la forte politisation de la société, le comportement individuel ou collectif vis-à-vis de l'action publique est parfois guidé par les orientations partisans⁴¹.

La perte de confiance en l'action publique implique une perte de confiance des citoyens envers les institutions politiques. Comme le mentionnent Balme Richard et Sylvain Brouard, les politiques publiques peuvent être bénéfiques aux citoyens, ou porter atteinte à leurs intérêts⁴². Lorsqu'elles entrent en conflit avec les intérêts des citoyens, les politiques publiques provoquent une attitude de défiance de la part de ces derniers. La relation de défiance se fonde davantage sur les interactions politiques et plus concrètement sur le rapport à l'État.

Par ailleurs, la crise de légitimité de l'intervention gouvernementale serait redevable du « *manque de socialisation de l'État, de sa distance vis-à-vis du quotidien des populations, notamment les populations rurales*⁴³ ». Cette crise, rappelons-le, a pu, à un moment donné de l'histoire de la Côte d'Ivoire, encourager les actions de violence.

Au regard de tout ce qui précède, il est indispensable de repenser la construction nationale en Côte d'Ivoire en se fondant sur les principes de la gouvernance démocratique.

⁴¹ ADAMOU, T., *L'action publique de rationalisation de l'orpaillage en Côte d'Ivoire*, Mémoire de Master en Science politique, Université Alassane Ouattara, Bouaké, 2020-2021, p.78.

⁴² BALME, R., et BROUARD, S., « Les conséquences des choix politiques : choix rationnel et action publique », *Revue française de science politique*, vol. 55, n° 1, 2005, pp. 33-50

⁴³ Propos d'un responsable d'association de jeunesse à Abidjan.

III. REPENSER LA CONSTRUCTION DE LA NATION PAR LA GOUVERNANCE DÉMOCRATIQUE EN CÔTE D'IVOIRE

L'analyse des inputs issus des participants du projet I2CN-CI fait ressortir un désir commun de la nation. La nation se caractérise par la diversité politique, sociale et culturelle. En Côte d'Ivoire, cela est d'autant vrai que le pays compte plus d'une soixantaine d'ethnies, cent trente partis politiques et une différenciation des conditions de vie socio-économiques des populations. Il en découle la divergence des intérêts et des opinions entre les acteurs sociaux et politiques. Ce qui, par moment, a malheureusement porté un coup à la cohésion sociale que les Ivoiriens appellent de tous leurs vœux. La nécessité de bâtir une véritable nation ivoirienne fondée sur les idées de conscience collective et d'unité de conscience⁴⁴ ne peut se réaliser dans un contexte de risque de la diversité qu'à travers l'implication de l'ensemble des parties prenantes. Dans cette situation, la pratique des principes de gouvernance démocratique paraît le chemin le mieux indiqué pour restaurer la culture du vivre-ensemble.

1. Appliquer les principes de gouvernance démocratique au processus de construction nationale

La gouvernance désigne un ensemble de décisions, de règles et de pratiques visant à assurer le fonctionnement optimal d'une organisation, ainsi que les organes structurels chargés de formuler ces décisions, règles et pratiques, de les mettre en œuvre et d'en assurer le contrôle⁴⁵. La démocratie, quant à elle, se définit comme une forme de gouvernement dans laquelle la souveraineté appartient au peuple. Ce qui implique de mettre en œuvre des mécanismes qui promeuvent la dignité et la

⁴⁴ TUO, Y. D., *De la construction de la nation ivoirienne. Pour une contribution à la réconciliation nationale*. Paris, EDILIVRE, 2023, 110p.

⁴⁵<https://youmatter.world/fr/>, consulté le 17/10/2023.

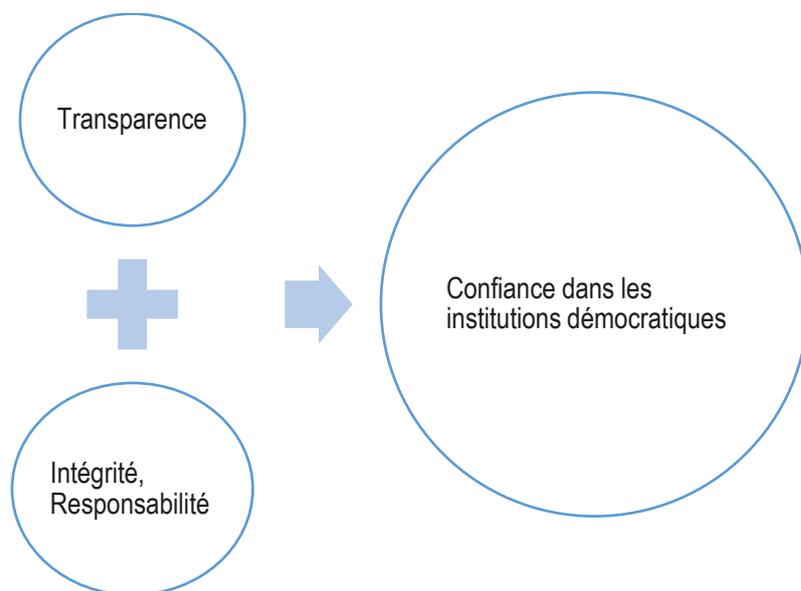
liberté humaine. La gouvernance démocratique devient alors un moyen de renforcer la fiabilité, la transparence et l'accessibilité des institutions publiques. Elle peut jouer un rôle important dans la construction d'une nation plus sûre et durable dans la mesure où elle permet d'anticiper sur les conflits, de promouvoir la stabilité, gérer les crises, faciliter le progrès économique et social et enfin, créer les conditions menant au respect des droits de l'Homme et de l'État de droit⁴⁶.

Renforcer la légitimité des institutions publiques

« La résilience de la nation repose sur un contrat de confiance. »

Y.H⁴⁷.

Figure 4 : Représentation des relations de confiance entre populations et pouvoirs publics



⁴⁶ Portail officiel du CONSEIL DE L'EUROPE, « Gouvernance démocratique », <https://www.coe.int/fr/web/civil-society/democratic-governance>, consulté le 20/10/2023.

⁴⁷ Responsable d'organisation de jeunesse à Abengourou, le 22 avril 2023.

La figure ci-dessus conceptualise les relations de confiance entre les populations et les pouvoirs publics. Elle explique que la gouvernance démocratique multiniveaux (sociale, économique, politique) doit promouvoir la transparence, l'intégrité et la responsabilité des dirigeants afin d'assurer la crédibilité des institutions publiques et la confiance des citoyens dans celles-ci. La mise en œuvre de ces principes permettra de mieux dresser les questions qui divisent la société ivoirienne comme le problème de la fraude à la nationalité, pour ne citer que celui-ci.

Pour y arriver, il faut prendre en considération les intérêts et les propositions des uns et des autres. Plusieurs acteurs participent au processus de construction nationale. Néanmoins, on peut les classer en deux catégories : acteurs étatiques et acteurs non étatiques.

Figure 5 : Cartographie des acteurs de la construction nationale

Acteurs étatiques	Acteurs non étatiques
<ul style="list-style-type: none"> ● Gouvernement (Primature, ministère en charge de la réconciliation ou la cohésion sociale, ministère de l'Intérieur, etc.,). ● Corps préfectoral ▶ Collectivités territoriales 	<ul style="list-style-type: none"> ● Société civile (ONG, Monde académique, Associations, Médias, communautés ethniques et religieuses) ● Partis politiques ● Partenaires techniques et financiers internationaux

Pour renforcer la nation, il faut améliorer les relations entre les parties prenantes⁴⁸ .
À cet effet, l'application de trois principes essentiels de la gouvernance démocratique semble nécessaire. Il s'agit des principes d'inclusion et participation , de représentativité et de contrôle citoyen.

Inclusion et participation

La nation étant une affaire de tous, l'inclusion appelle donc à l'intégration de tous les acteurs dans la définition d'une stratégie de construction nationale. L'idée étant de développer une synergie d'actions par l'effet d'appropriation de la problématique de la nation par les acteurs impliqués. L'inclusion met en avant la prévention des risques, la pérennisation des réponses et la résolution durable des problèmes. L'inclusion est un effort démocratique qui consiste à associer toutes les parties prenantes au processus de décision et de mise en œuvre des projets et programmes.

La participation citoyenne est une pratique démocratique (*démocratie délibérative*) qui consiste à associer les citoyens à la définition, à la mise en œuvre et au suivi de l'action publique. Le but est de créer une adéquation entre les attentes des populations et les objectifs des politiques publiques.

⁴⁸ Propos d'un représentant d'organisation de la société civile à Abidjan, le 28 janvier 2023.

Figure 6 : Tableau récapitulatif de la participation citoyenne

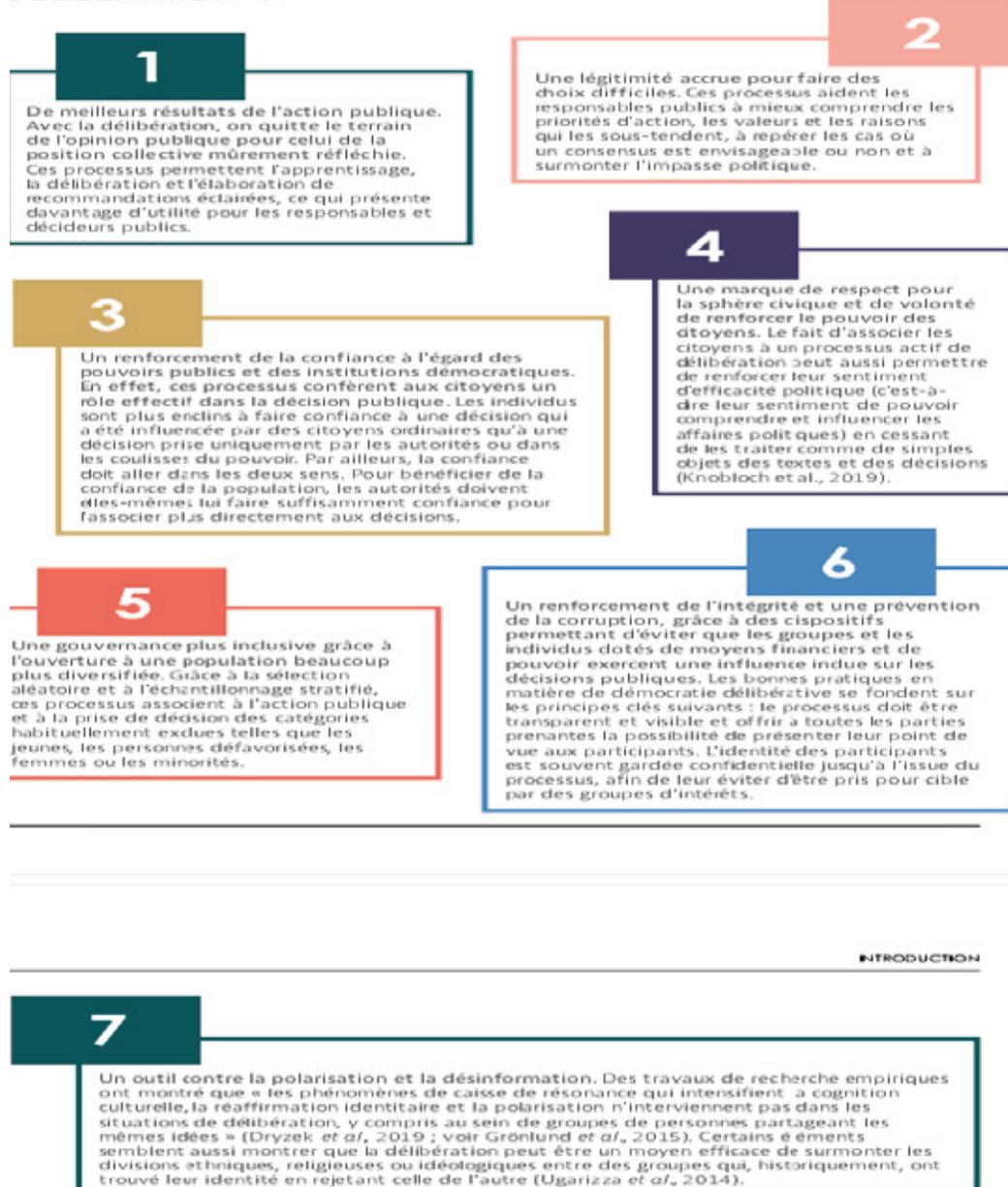
Modalités de la participation	Caractéristiques	Intérêts
Information	Donner accès aux citoyens à des indications claires sur les projets publics qui peuvent les impacter Canaux d'info: forums, radio, télé, réseaux sociaux...	Eclairer le choix des citoyens Anticiper sur les conflits
Consultation	Connaître les opinions et les attentes des citoyens	Correspondance entre les besoins exprimés et l'action publique Réduction l'écart entre la réalité sociale et l'AP
Concertation	Permettre aux citoyens de donner leur avis sur les projets et proposer de nouvelles idées	Permet aux citoyens de se sentir impliquer Idées innovantes et diversifiées Briser les « murs » de méfiance
Co-construction	Collaboration entre les pouvoirs publics et les citoyens (impliquer la société civile)	Efficacité des services publics; faciliter l'acceptation des actions des autorités publiques; démocratiser la décision, renforcement des espaces de dialogue

Représentativité

Le citoyen est indirectement impliqué dans la gestion des institutions publiques d'État par le mécanisme de la démocratie représentative ou délégative. La démocratie représentative est un régime dans lequel les citoyens expriment leur volonté par l'intermédiaire des représentants élus à qui ils délèguent leurs pouvoirs. Ce principe qui gouverne la démocratie représentative peut aider à recoudre le tissu social par l'élection crédible des gouvernants, l'indépendance assurée dans leurs décisions, la liberté de l'opinion publique, les décisions publiques soumises à l'épreuve de la discussion.

Figure 7 : Utilité du renforcement du système de la représentativité

POURQUOI CHOISIR LA REPRÉSENTATIVITÉ ET LA DÉLIBÉRATION ?



Source : OCDE, 2020, p.8

Contrôle citoyen de l'action publique

« *Le Contrôle Citoyen de l'Action publique (CCAP) renvoie au pouvoir et à la capacité qui sont donnés aux citoyens de demander aux agents des services publics (y compris les élus locaux) et aux fournisseurs de services de rendre des comptes, ce qui implique qu'ils doivent répondre de leurs politiques, de leurs actions, de leurs comportements et de l'utilisation des fonds* » (Bara GUEYE). Le CCAP⁴⁹ repose sur le principe de la redevabilité envers les citoyens. Le CCAP est un mécanisme de promotion de la transparence qui contribue à instaurer une confiance entre l'État et les populations. L'accès à l'information est un préalable au contrôle citoyen. Le mécanisme CCAP commande de favoriser la prise d'initiatives de la société civile et des citoyens dans le suivi et le contrôle de l'action des gouvernements centraux et/ou locaux afin de susciter chez eux le réflexe et le devoir de rendre compte⁵⁰.

De tout ce qui précède, on retient que l'application des principes de gouvernance démocratique est indispensable pour rebâtir les institutions publiques et refonder le contrat social.

2. Pour une éducation aux valeurs de la nation

La faible culture de l'identité nationale décriée par les parties prenantes trouve aussi ses origines dans les insuffisances constatées au niveau de l'éducation. Alors, les principes évoqués au point précédent ne peuvent connaître un succès qu'à une condition extrêmement importante : l'éducation aux valeurs qui fondent la nation, qu'elles soient démocratiques, civiques ou morales.

⁴⁹ *Les sources du CCAP: Articles 14 et 15 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789; Article 26 de la constitution ivoirienne; Article 32 de l'ordonnance n°2014-451 du 28 août 2014 sur l'Administration territoriale*

⁵⁰ FRIEDRICH EBERT STIFTUNG, Contrôle citoyen de l'action publique : guide pratique.

Éducation à la démocratie

« Nous pataugeons parce que nous ne sommes pas démocrates ⁵¹ ». Ce propos ne doit pas être pris au sens d'inexistence de la démocratie en Côte d'Ivoire. Il semble plutôt traduire les insuffisances du système démocratique qui découlent elles-mêmes d'un déficit d'éducation.

L'éducation à la démocratie devient donc une approche pédagogique fondamentale pour réaliser les objectifs de construction nationale. L'école peut jouer ce rôle en participant à « *la formation de citoyens libres et responsables, capables de discernement, ayant un esprit critique et possédant les habiletés à faire des choix fondés sur des valeurs démocratiques*⁵² ». Ce qui implique de résoudre le problème de l'analphabétisme et de démocratiser l'accès au savoir. L'école doit pouvoir « *amplifier l'éducation civique sur les symboles de l'Etat comme les armoiries, la devise, l'hymne national, le portrait du Président de la République* »⁵³.

Les partis politiques et la société civile doivent accompagner l'école dans cette tâche. Ils doivent faire connaître l'organisation et le fonctionnement des institutions publiques à l'ensemble de la population. Au sein des formations politiques, l'enseignement des libertés fondamentales, des droits de l'Homme et des mécanismes de revendications démocratiques doit être encouragé.

Éducation à la citoyenneté

Un citoyen est une personne qui relève de la protection et de l'autorité de l'État auquel il appartient. Il bénéficie de droits civiques et politiques et est assujéti à des devoirs. En droit, la qualité de citoyen ou la citoyenneté est liée à l'obtention de la nationalité par filiation, par la naturalisation ou par option.

⁵¹ Propos d'une responsable d'organisation de jeunesse à Gagnoa, le 23 décembre 2022.

⁵² <http://portail-eip.org/SNC/eipqc/publications/demo/html>, Consulté le 26/08/2023.

⁵³ Propos d'un représentant d'organisation de la société civile à Korhogo, le 29 avril 2023.

En Côte d'Ivoire, l'enjeu de conquête du pouvoir d'État a placé la question de la nationalité, et particulièrement celle de l'étranger, au cœur des tractations politiques. Les divisions politiques et intercommunautaires portées par les perceptions d'exclusion qui en ont découlé ont durement éprouvé la construction nationale.

Face au retour des discours xénophobes qui entourent le traitement de la problématique de la nationalité, l'on gagnerait à renforcer l'éducation à la citoyenneté. Il est nécessaire de sensibiliser les populations sur les conditions d'acquisition de la nationalité et ses effets juridiques, notamment en matière de droit à être électeur ainsi qu'à être élu.

Éducation morale

En anthropologie des moralités, la moralité désigne des « *systèmes locaux de normes (valeurs, règles, principes) permettant de départager le bien du mal, le souhaitable du condamnable, et l'inacceptable du tolérable* »⁵⁴. Les valeurs morales sont au fondement des identités personnelles et collectives. Elles président à la construction d'une nation durable. Il faut alors promouvoir les valeurs d'unité, d'harmonie et de vivre-ensemble. Pour réussir cette mission, « *le gouvernement doit renforcer sa collaboration avec les autorités traditionnelles qui peuvent contribuer significativement à instaurer les valeurs ancestrales* »⁵⁵. De même, il faut sensibiliser au respect du droit à la différence, socle de la tolérance politique et de cohésion sociale pacifique.

⁵⁴ MASSÉ, R., « Anthropologie des moralités et de l'éthique : essai de définitions », *Anthropologie et Sociétés*, vol. 33, n° 3, 2009, p.21 (21-42).

⁵⁵ Propos d'une présidente d'ONG à Abidjan, le 28 janvier 2023.

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

1. Principales conclusions de l'étude

Comme dans la plupart des pays d'Afrique, la Côte d'Ivoire fait face au défi de la construction nationale. Pour relever ce défi multidimensionnel d'ordre politique, social, économique, et culturel, il est plus que jamais nécessaire de repenser le modèle d'édification de la nation en s'appuyant sur les principes de gouvernance démocratique. En parcourant cette problématique dans le contexte ivoirien, l'étude aboutit aux conclusions suivantes :

- a. Face aux chocs que subissent la nation ivoirienne, de nombreux efforts sont consentis par l'État et ses partenaires basés sur des approches du vivre-ensemble.**

Bâtir une nation en contexte de crises multiples en Côte d'Ivoire est une entreprise complexe. Deux principaux types de difficultés sont constamment rencontrés par les acteurs impliqués. D'une part, l'usage des éléments de l'identité, notamment l'ethnie et la religion, provoque des distorsions au niveau des imaginaires populaires sur la politique, l'État et l'adhésion au sentiment national. Parfois sources d'affrontements violents entre communautés partisans, interreligieuses ou communautaires, ces distorsions favorisent la fragilisation du tissu social. D'autre part, les écarts de perceptions sociales sur les inégalités induites par la gestion publique accompagnés des conflits communautaires liés à l'accès aux ressources encouragent l'usage de la violence comme mode de revendication.

Les mécanismes institutionnels développés par les autorités ivoiriennes et leurs partenaires nationaux et internationaux pour faire face à ces chocs sont divers, allant de la mise en place d'organes spécialisés (CDVR, CONARIV) aux réformes juridiques en passant par l'institutionnalisation du dialogue politique ainsi que la création d'un ministère en charge de la réconciliation nationale. Toutes ces initiatives ont permis d'inscrire la problématique au cœur du débat public. Elles ont

favorisé la prise de parole de divers groupes sociaux et politiques ainsi que contribué à imposer un climat relativement stable propice au développement économique et social.

b. La fragilité et la construction de la nation relèvent de la responsabilité de tous.

Bien que permettant de recréer les conditions de la paix, la mise en œuvre des mécanismes institutionnels de reconstruction nationale en Côte d'Ivoire a mis en scène des acteurs aux logiques parfois très contradictoires ; ce qui a malheureusement eu un impact considérable sur le processus. Les jeux de pouvoir entre les acteurs ont tantôt bloqué ou reporté le processus, tantôt instauré un climat fertile pour un retour cyclique de la violence.

La responsabilité de la fragilité de la nation est tout aussi partagée que celle de la construction nationale. Les acteurs étatiques sont parfois les plus accusés. Mais, il est clair que, si leur responsabilité est énorme en raison de l'obligation légale qui leur incombe de créer les conditions de l'harmonie et de la prospérité nationale, l'on ne peut faire advenir la nation sans une prise de conscience collective. Les autres acteurs, notamment les jeunes, sont donc interpellés.

c. La jeunesse est celle qui peut construire ou déconstruire la nation.

La jeunesse représente la proportion de la population ivoirienne la plus importante. Elle constitue le présent et l'avenir de la nation. La place de la jeunesse dans l'œuvre d'édification de la nation en Côte d'Ivoire est cependant ambivalente. En effet, les jeunes ont été les principaux acteurs de la production de la violence, source de division nationale. Mais, il est important de noter qu'ils peuvent être des acteurs clefs de la paix et de la cohésion sociale, s'ils sont bien encadrés.

2. Recommandations

La fragilisation du processus de construction de la nation ivoirienne n'est pas une fatalité. Elle peut être résorbée par l'action responsable de chacun. Parvenir à une situation sociopolitique empreinte de paix et de cohésion est un préalable à la consolidation de la nation ivoirienne. Cela passe nécessairement par une synergie d'actions de l'ensemble des acteurs impliqués :

a. À l'endroit du Gouvernement

- Renforcer la gouvernance publique inclusive, participative et équitable soucieuse des droits et intérêts des individus et différents groupes sociaux ;
- Promouvoir une gouvernance de probité fondée sur les principes de transparence, d'intégrité et de responsabilité ainsi que sur les valeurs fondamentales de respect, de tolérance et d'humilité ;
- Promouvoir la culture de la cohésion pacifique à travers les actions de développement et de solidarité ;
- Continuer les actions de facilitation du dialogue national inclusif et mettre en œuvre les décisions qui en découlent afin de redonner confiance à l'ensemble des acteurs ;
- Initier les réformes nécessaires dans le but d'assurer la crédibilité des institutions publiques, avec un regard particulier sur celles en charge de l'organisation des élections.

b. À l'endroit des partis politiques (au pouvoir et de l'opposition)

- S'engager à former les militants sur les valeurs démocratiques, civiques et morales qui régissent la société ivoirienne ;
- Privilégier le dialogue comme mode de revendication politique ;
- Éviter d'instrumentaliser les jeunes à des fins de conquête ou de conservation du pouvoir via la violence ;

- Soustraire les enjeux cruciaux de la nation telle la réconciliation nationale des calculs partisans ;
- Éviter de tenir tout discours à caractère haineux et discriminatoire.

c. À l'endroit de la société civile

- Jouer la carte de la neutralité politique afin de demeurer crédible ;
- Sensibiliser et former les jeunes aux processus démocratiques (vote, manifestation, revendication, etc.) ;
- Être une véritable force de proposition pertinente pour l'améliorer de la gouvernance publique.

d. À l'endroit des jeunes

- S'appropriier les valeurs de solidarité, de vivre-ensemble, de justice, d'intégration culturelle, de démocratie et d'équité afin de prendre part à l'œuvre d'édification la nation ivoirienne ;
- S'engager dans des initiatives de transformations positives des mentalités ;
- Résister à l'instrumentalisation politique ;
- Renoncer aux actions de violence ;
- Utiliser de manière responsable les réseaux sociaux numériques en évitant d'y divulguer des messages d'incitation à la violence, au racisme ou à la haine ;
- Avoir le sens de l'honneur et de l'empathie ;
- Respecter les autorités publiques, religieuses et coutumières.

BIBLIOGRAPHIE

A.P.D.H et Konrad Adenauer Stiftung, *Côte d'Ivoire, réconciliation nationale : où en sommes-nous ? Évaluation du processus de réconciliation nationale en Côte d'Ivoire*, p.11.

ADAMOUE, T., *L'action publique de rationalisation de l'orpillage en Côte d'Ivoire*, Mémoire de Master en Science politique, Université Alassane Ouattara, Bouaké, 2020-2021, p.78.

AKINDES, F., « Les racines des crises sociopolitiques en Côte d'Ivoire et sens de l'histoire. Frontières de la citoyenneté et violence politique en Côte d'Ivoire », Dakar, *CODESRIA*, 2008, pp. 25-61.

BALME, R., et BROUARD, S., « Les conséquences des choix politiques : choix rationnel et action publique », *Revue française de science politique*, vol. 55, n° 1, 2005, pp. 33-50.

Baudin, E., *La nation, ses caractères*, extrait de « cours de philosophie morale », Paris, 1936, p.400 et s.

CHAUVEAU, J-P., « Questions foncières et construction nationale en Côte d'Ivoire. Les enjeux silencieux du coup d'État », *Politique africaine*, n°78, pp. 94-125.

Conseil des ministres, Ordonnance n°2011-167 du 13 juillet 2011 portant création, attributions, organisation et fonctionnement de la Commission Dialogue, Vérité et Réconciliation, 2011, art 5.

DOZON, J-P., « Les clefs de la crise ivoirienne », Paris, *Karthala*, 2011.

GAUGUE, A., *Les États africains et leurs musées : la mise en scène de la nation*, Paris, L'Harmattan, 1997.

GRIVEAUD, D., « Parfaire la construction de la nation ivoirienne. Justice transitionnelle en Côte d'Ivoire ». p. 269-288. In Goirand, C., et Müller, A. (dir.) *Documenter les violences. Usages publics du passé dans la justice transitionnelle*, Paris, Éditions de l'IHEAL, 2020, 418p.

HANDY, S., et CHARLES, T., « Accord politique de Ouagadougou. Vers une sortie de crise pérenne en Côte d'Ivoire », *AFRI*, 2008, 15 p.

Human Watch Rights, « Côte d'Ivoire : violences postélectorales et répressions », [En ligne] <https://www.hrw.org/fr/news/2020/20/02/cote-divoire-violences-postelectorales-et-repression>, consulté le 11/11/2023.

Interpeace, « Côte d'Ivoire : la jeunesse mobilisée contre la violence politique », [En ligne] <https://www.interpeace.org/fr/2021/09/cote-divoire-la-jeunesse-mobilisee-contre-la-violence-politique>, consulté le 12/11/2023.

KIPRE, P., « La crise de l'État-nation en Afrique de l'Ouest », *Outre-Terre*, n°11, 2005, pp. 19-32.

KONADJE, J.-J., « Côte d'Ivoire post-conflit : les trois grands défis de la reconstruction », *diploweb.com*, 2012. <https://www.diploweb.com/com/Cote-d-ivoire-post-conflit-les.html>, consulté le 16/07/2023.

KONATE, Y., « Fondations de l'État-nation ivoirien », *Communication*, n°45, pp.171-188.

LABELLE, T., et TRUDEL, J.-N., « Au cœur de la reconstruction ivoirienne : la réconciliation », *Revue québécoise de droit international*, n°1, 2012.

Le Point, « construire la cohésion de la nation ivoirienne », <https://www.google.com/amp/s/amp/lepoint.fr/2449646>, consulté le 13/09/2023.

Loi n° 2014-428 portant Statut des rois et chefs traditionnels, JORCI n°11 du 15 juillet 2014.

Loi n° 2016-886 portant Constitution de la République de Côte d'Ivoire, JO, n°16, mercredi 9 novembre 2016.

LOUA, Z. H., « Les alliances interethniques en Afrique de l'Ouest. Nouvelles stratégies de réconciliation », *Théologies de la réconciliation*, vol. 23, n°2, 2015, p. 185-201.

MASSÉ, R., « Anthropologie des moralités et de l'éthique : essai de définitions », *Anthropologie et Sociétés*, vol. 33, n° 3, 2009, p.21 (21-42).

OLLIVIER, B., (dir.), *Les identités collectives à l'heure de la mondialisation*, Paris, CNRS Editions, 2009, p.6.

Portail officiel du CONSEIL DE L'EUROPE, « Gouvernance démocratique », <https://www.coe.int/fr/web/civil-society/democratic-gouvernance>, consulté le 20/10/2023.

RFI, « Côte d'Ivoire : la CDVR « a failli dans sa mission » », <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20141001-cote-ivoire-cdvr-failli-mission>, Consulté 14 juillet 2023.

ROCHER, G., Introduction à la sociologie générale, Canada, *Éditions H.M.H.*, 1968-1969, p.88.

SEGOUN, J.-M., « La Côte d'Ivoire à l'épreuve de la réconciliation : quels bilans pour la commission dialogue vérité réconciliation (CDVR) ? », *NAP*, n°68, 2018, 8p.

TRICIA, D., LEIGH, A., et ANDREW, G., *Transitional Justice in Balance: Comparing Processes, Weighing Efficacy*, Washington, US Institute of Peace, 2010, p. 9.

TUO, Y. D., *De la construction de la nation ivoirienne. Pour une contribution à la réconciliation nationale*. Paris, EDILIVRE, 2023, 110p.

VOEGTLI, M. « Identité collective », *Dictionnaire des mouvements sociaux*, 2009, p.29

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS.....	I
AVANT-PROPOS.....	II
RESUMÉ EXÉCUTIF.....	IV
LISTE DES ACRONYMES, SIGLES & ABRÉVIATIONS.....	V
TABLE DES ENCADRÉS ET FIGURES.....	VI
SOMMAIRE.....	VII
Introduction.....	1
1. Contexte.....	1
2. Problématique.....	2
3. Rappel des objectifs de l'étude.....	3
4. L'approche.....	4
5. Description du site de l'étude.....	4
6. Méthodologie.....	5
I. PANNE DE L'ÉTAT-NATION EN CÔTE D'IVOIRE : DE LA FORMATION À LA CRISE DU SENTIMENT NATIONAL.....	8
1. Fabrique du sentiment national dès l'accession à l'indépendance.....	8
2. Trajectoire tourmentée d'une jeune nation : instabilités sociopolitiques et crise de l'identité collective.....	11
II. RECONSTRUCTION POST-CRISE DE LA NATION EN CÔTE D'IVOIRE	15
1. Mécanismes institutionnels et approches de reconstruction nationale.....	15
Encadré 1 : Processus de justice transitionnelle en Côte d'Ivoire ..	15

Figure 1 : Bilan de la consolidation de la paix en Côte d'Ivoire.....	21
2. Défis inhérents au processus de reproduction du sentiment national.....	22
Figure 2 : Défis contemporains de la construction nationale	22
Figure 3 : Tableau indicatif des facteurs de risques socio-sécuritaires	25
III. REPENSER LA CONSTRUCTION DE LA NATION PAR LA GOUVERNANCE DÉMOCRATIQUE EN CÔTE D'IVOIRE	28
1. Appliquer les principes de gouvernance démocratique au processus de construction nationale.....	28
Figure 4 : Représentation des relations de confiance entre populations et pouvoirs publics	29
Figure 5 : Cartographie des acteurs de la construction nationale ..	30
Figure 6 : Tableau récapitulatif de la participation citoyenne.....	32
Figure 7 : Utilité du renforcement du système de la représentativité	33
2. Pour une éducation aux valeurs de la nation	34
Conclusion et recommandations	37
1. Principales conclusions de l'étude	37
2. Recommandations.....	39
Bibliographie	VIII
Table des matières.....	X

CENTRE DE RECHERCHE POLITIQUE D'ABIDJAN (CRPA)

Abidjan, Cocody-Angré Star 5 Villa 40

27 BP 880 Abidjan 27

Site web : www.crpa-ci.org

Mail : info@crpa-ci.org

Tel. : +225 2722424047 / 0757870640

Décembre 2023